

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 21 - 24 octobre 1996

SCHÉMAS DE STRATÉGIE DE PAYS

Point 6 de l'ordre du
jour



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.3/96/6/Add.2
2 septembre 1996
ORIGINAL: ANGLAIS

BHOUTAN - SSP

RÉSUMÉ

Le Bhoutan fait partie des pays les moins avancés (le PNB par habitant était de 180 dollars en 1992); il était caractérisé par une grave insécurité alimentaire qui ne fait que croître tant à l'échelle des ménages qu'à l'échelle du pays. Fermement attachée à la culture bouddhiste Mahayana et à la structure traditionnelle du pouvoir et tout en cherchant à se protéger contre les perturbations que peut apporter la modernisation, la monarchie n'en est pas moins résolument engagée sur la voie d'une croissance économique équilibrée privilégiant nettement les valeurs sociales (santé et éducation) ainsi que la protection de l'environnement. Un des objectifs prioritaires du gouvernement est d'arrêter, ou du moins de freiner l'exode rural et de retenir les agriculteurs sur leurs terres; on estime que le moyen le plus efficace et le plus direct d'y parvenir est d'assurer une croissance durable de la productivité de la petite agriculture de subsistance.

Au Bhoutan, les deux lignes d'action essentielles pour accroître la productivité de l'agriculture de subsistance sont i) l'éducation primaire universelle; et ii) le développement des communications en milieu rural. Le PAM est actuellement actif sur ces deux fronts et le présent Schéma de stratégie recommande qu'il conserve cette politique en ciblant plus précisément les activités d'éducation et en privilégiant les routes de desserte plutôt que les grandes routes nationales.

Le gouvernement attache une priorité élevée au maintien de l'assistance du PAM à ces deux secteurs, et la communauté des donateurs y est pleinement favorable. En particulier, il est clair qu'à court terme, les internats du primaire ne peuvent pas se passer de l'aide du PAM. Toutefois, le gouvernement et le Programme estiment que les dépenses de fonctionnement du secteur de l'enseignement et du secteur des routes ne devraient pas être financées par cette assistance. Il a donc été convenu que pendant la période visée par le présent Schéma, qui coïncide avec celle du huitième plan quinquennal, le PAM et le gouvernement étudieront conjointement les diverses options possibles pour réduire cette dépendance afin que le PAM puisse bientôt commencer à supprimer graduellement son assistance.

Toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars des États-Unis.

Le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à apporter leur exemplaire personnel en séance et à ne pas demander d'exemplaires supplémentaires.

INSECURITE ALIMENTAIRE ET PAUVRETE

Insécurité alimentaire du pays

1. Le Bhoutan est confronté à un déficit alimentaire croissant. En 1992, le secteur agricole fournissait 42 pour cent du PNB et employait 92 pour cent de la population active, mais il n'était pas capable de nourrir la population. L'essentiel des denrées alimentaires sont produites et consommées dans le secteur de subsistance. Les terres arables occupent 16 pour cent du territoire, mais huit pour cent seulement sont cultivées; on pourrait accroître un peu cette proportion, mais seulement en exploitant des terres fragiles et peu productives au risque de provoquer à long terme une dégradation de l'environnement. Les exploitations sont souvent morcelées en trois à cinq parcelles situées à des distances variables de la ferme. La productivité du travail est faible pour diverses raisons: attaques de ravageurs et d'animaux sauvages, topographie accidentée, minceur de la couche de sol, longues distances, pratique des cultures sur brûlis. Comme les rendements sont relativement faibles et les exploitations petites par rapport à la taille des familles, l'excédent commercialisable est négligeable. En 1994-96, la production ne représentait qu'environ 60 pour cent des besoins de céréales. Le Tableau 1 (voir Annexe II) donne les estimations de la ration calorique et de la production par habitant des principales céréales par district (Dzongkhag) en 1994. Ces chiffres font ressortir le déficit céréalier du pays. La facture des importations de céréales a augmenté quand les prix de la plupart des produits agricoles se sont rapprochés des cours mondiaux à la suite de la libéralisation des échanges en Inde. En 1994, le gouvernement a renoncé à son objectif d'autosuffisance alimentaire au profit d'une politique d'autodépendance, consistant à financer les importations alimentaires par des exportations de produits horticoles de prix élevé (fruits, légumes, épices, etc.). L'objectif est actuellement un taux d'autosuffisance de 70 pour cent pour les céréales de base. À moins d'élargir son potentiel d'exportation, le Bhoutan est très exposé à l'insécurité alimentaire parce que, en raison de contraintes naturelles, il est incapable de nourrir sa population avec sa production agricole.
2. Le taux croissant de dépendance à l'égard des importations alimentaires est un indicateur de l'insécurité alimentaire. Le Bhoutan importe plus de la moitié des céréales vivrières commercialisées dans le pays. Les importations cérésières atteignent en moyenne 30 à 40 000 tonnes par an depuis 1990, contre 10 000 tonnes au début des années 80. Le graphique de l'Annexe I montre l'évolution des importations de riz et de blé et des apports du PAM (qui actuellement consistent uniquement en riz). Depuis 1987, les apports du PAM sont marginaux et ne devraient avoir aucun effet dissuasif sur la production vivrière nationale. Le Bhoutan est enclavé entre la Chine (Tibet) et l'Inde; cette dernière est sa principale partenaire commerciale (plus de 65 pour cent de ses échanges se font avec elle). Les importations provenant de l'Inde sont des céréales vendues par l'Office indien des céréales vivrières. Le Bhoutan bénéficie d'un contingent d'importations protégé pour les denrées alimentaires provenant de l'Inde et la Food Corporation of Bhutan (FCB) (Société nationale des produits alimentaires) peut importer pour le PAM à des prix qui sont encore inférieurs aux cours mondiaux malgré des augmentations de 73 pour cent pour le riz et 91 pour cent pour le blé entre 1991 et 1995 (car l'Inde a diminué les subventions qu'elle accordait aux céréales alimentaires).
3. Un facteur important de l'insécurité alimentaire du Bhoutan est l'accélération de la croissance démographique. Au cours des 20 dernières années, le taux de croissance

démographique est passé de 1,7 à 3,1 pour cent par an; il dépasse le taux de croissance de la production de denrées alimentaires de base. La production vivrière du pays est difficile à évaluer avec certitude. Tout porte à croire qu'elle a progressé plus lentement que dans le reste de l'Asie.¹

Sécurité alimentaire des ménages

4. En 1993-94, le Gouvernement royal du Bhoutan et la FAO ont effectué conjointement une enquête pour déterminer le degré, la prévalence et la fréquence de l'insécurité alimentaire individuelle. Ce travail a débouché sur un programme intégré de sécurité alimentaire (FAO, 1994) dans le cadre duquel les dewogs (arrondissements) souffrant d'insécurité alimentaire dans chacun des 20 dzongkhags (districts) du pays ont été recensés. Cette enquête a révélé que l'insécurité alimentaire sévissait dans 108 des 162 gewogs étudiés et que son incidence était particulièrement élevée dans neuf dzongkhags (voir carte en Annexe III).² Près de 38 pour cent des enfants de moins de cinq ans souffrent encore de malnutrition plus ou moins grave; la malnutrition au niveau des ménages est répandue dans tout le pays. Sur la base d'autres critères, on peut considérer que près du tiers de la population du Bhoutan, actuellement estimée à plus de 600 000 habitants,³ est victime d'insécurité alimentaire chronique. Environ 17 pour cent des ménages du Bhoutan connaissent pendant au moins une partie de l'année une insécurité alimentaire aiguë et consomment beaucoup moins que la ration calorique minimum recommandée.
5. Un peu partout dans le pays, beaucoup de familles vivent dans l'insécurité alimentaire, surtout les sans-terre qui dépendent d'un travail non qualifié et mal payé. L'incidence de l'insécurité alimentaire est particulièrement forte dans la région orientale qui ne contient que 19 pour cent des terres agricoles humides et fait vivre quelque 40 pour cent de la population. Cependant, presque tous les ruraux pâtissent pendant la soudure. Généralement, de mars à juillet l'approvisionnement alimentaire des agriculteurs de subsistance est insuffisant. Ce problème, qui n'épargne aucune région du pays, est

¹ Selon l'estimation la plus optimiste, la production céréalière augmenterait à raison de 2,9 pour cent par an. Ce taux de croissance est calculé sur la base de la production céréalière totale "mesurée" de 1983, qui était de 124 000 tonnes (Banque mondiale, 1994) et du chiffre de 182 000 tonnes estimé par le Ministère de l'agriculture pour 1994 (Gouvernement royal du Bhoutan, 1995). Comme l'ont observé beaucoup de donateurs, l'utilisation des statistiques du Bhoutan pose des problèmes. Les chiffres de la production agricole fournis par le Ministère de l'agriculture sont très différents de ceux de l'Office central des statistiques et varient de façon incohérente. Ainsi, pour la production de pommes de terre de 1994, l'Office des statistiques donne un chiffre de 22 000 tonnes et le Ministère de l'agriculture de 104 000 tonnes (chiffres fournis par le Ministère de l'agriculture, 25 avril 1996).

² A partir des résultats de 18 des 20 dzongkhags (districts), l'étude FAO de 1994 a diagnostiqué une très grande insécurité alimentaire dans neuf dzongkhags. Cette classification a été établie sur la base des conclusions de deux ateliers au cours desquels des observateurs expérimentés ont noté les arrondissements de 1 à 3 selon le degré de sécurité alimentaire (1 indiquant un niveau satisfaisant de sécurité alimentaire, 2 indiquant une certaine sécurité et 3 une forte insécurité); les neuf districts enregistrant les chiffres les plus élevés ont été ensuite recensés comme ceux accusant un fort taux d'insécurité alimentaire. L'étude a également révélé que l'insécurité alimentaire est très répandue, mais qu'elle est particulièrement aiguë pendant certaines saisons et dans certains arrondissements isolés.

³ Quand le Bhoutan est devenu Membre de l'ONU dans les années 70, il estimait sa population à un million d'habitants. La Banque mondiale et les institutions des Nations Unies utilisaient encore en 1993 un chiffre estimatif de 1,8 million d'habitants. L'estimation actuelle retenue par le Gouvernement du Bhoutan et par le PNUD est de 600 000 habitants. Le chiffre de la Banque mondiale pour 1994 est de 646 000 habitants. On n'a jamais estimé de façon précise la proportion de la population qui n'est pas correctement nourrie; le chiffre est tiré de diverses estimations et études portant sur des régions différentes (Gouvernement du Bhoutan, 1989; Tsering, 1993; FAO, 1994; PAM, 1994).

actuellement insoluble du fait que la population est très dispersée et que les difficultés de transport entravent le développement rural. Les ménages appliquent pendant la soudure diverses stratégies de survie: solidarité dans la famille étendue, qui assure une certaine sécurité sociale, emplois saisonniers (par exemple dans les chantiers routiers), petites activités lucratives (par exemple le tissage), consommation de racines et tubercules ramassés en forêt. Seules les rares familles relativement prospères peuvent prélever sur leurs réserves de produits alimentaires et d'argent pendant la période creuse.

6. La part des revenus des ménages qui est consacrée à l'alimentation est estimée à 60 pour cent (sur la base d'enquêtes sur la nutrition et d'extrapolation des chiffres indiens et népalais, qui sont respectivement de 52 et 57 pour cent; Banque mondiale, 1995). Dans les neuf dzongkhags où l'insécurité alimentaire est particulièrement grave, les donateurs - PAM, FENU et FIDA - s'efforcent de cibler leurs interventions. Dans ces régions, très montagneuses, la population est dispersée entre de petites parcelles peu productives. L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires a étudié les effets des facteurs géographiques sur la malnutrition: il a conclu que les taux de malnutrition des enfants sont les plus élevés du monde en Asie du Sud, et surtout au Bhoutan et dans les zones voisines, à cause de la croissance démographique et de la topographie montagneuse qui rend la culture très difficile.
7. L'insécurité alimentaire du Bhoutan est aussi étroitement liée au faible taux d'alphabétisation et au terrain accidenté qui entrave les communications et les échanges et freine la croissance économique. Étant donné la dispersion de l'habitat et les dimensions du territoire, il serait très coûteux d'établir des écoles dans tous les villages et hameaux. Sachant à quel point l'éducation est essentielle pour améliorer les conditions de vie, surtout en milieu rural, le gouvernement a créé des internats ruraux pour lesquels il demande une assistance alimentaire afin de couvrir en partie les coûts élevés de fonctionnement. L'éducation aidera à résoudre deux des principaux problèmes qui, dans le long terme, empêchent de vaincre l'insécurité alimentaire au Bhoutan: la croissance démographique et le manque de compétence et de connaissance des ruraux pauvres. Cela vaut en particulier pour les femmes. L'éducation est un facteur important de réduction de la natalité; l'éducation et la formation des femmes devraient se traduire par des progrès certains de la production alimentaire globale et de la nutrition. Le manque de routes rend extrêmement difficile la commercialisation des produits. Le développement d'activités lucratives agricoles ou artisanales pour les ruraux pauvres est freiné par les difficultés de communication. Les marges commerciales vont de 20 à 300 pour cent, selon le poids et la valeur des produits. Les coûts élevés qui viennent s'ajouter aux prix à la sortie de l'exploitation ou de l'usine, gonflant d'autant les prix à l'exportation, paralysent le commerce extérieur. La fragmentation des marchés sur le territoire et la désarticulation des relations économiques sont un des principaux effets de la topographie montagneuse. Le développement des routes est le seul moyen de renforcer et d'intégrer l'économie nationale, et d'améliorer la sécurité alimentaire.

POLITIQUE ET PRIORITES DU GOUVERNEMENT EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'INSECURITE ALIMENTAIRE

Historique et stratégie de développement

8. La politique du gouvernement étant axée sur le développement durable des ressources humaines et naturelles, elle a été favorablement accueillie par les donateurs (voir au

Tableau 2 de l'Annexe II les flux de ressources, par donateur, au cours des dix dernières années). En s'efforçant d'appliquer des politiques d'ensemble au lieu de recourir à des interventions spécifiques, le gouvernement s'est efforcé d'obtenir un progrès général. Entre 1984 et 1994, l'espérance de vie est passée de 46 à 66 ans. Les taux de mortalité néonatale, infantile et maternelle ont beaucoup baissé. Le pourcentage des ménages tant urbains que ruraux ayant accès à l'eau salubre et à l'assainissement a sensiblement augmenté. La vaccination des enfants est pratiquement universelle et quelques maladies telles que la lèpre, sont presque éradiquées. Les services de santé et d'éducation sont gratuits et les autres services d'appui au développement sont très subventionnés.

Politique macro-économique et politique de développement

9. Depuis le dernier plan quinquennal, le Gouvernement du Bhoutan applique une politique de privatisation graduelle des sociétés publiques, telles que la FCB, et de rigoureuse austérité budgétaire. Le budget d'équipement est en grande partie financé par l'assistance extérieure, le plus souvent au moyen de dons. Même le budget de fonctionnement, qui s'élève à environ 60 millions de dollars, bénéficie d'une assistance extérieure. Bien que la plupart des donateurs concentrent leur assistance sur le budget d'équipement, l'aide extérieure finance 15 à 17 pour cent des dépenses annuelles de fonctionnement, et environ la moitié de cette subvention provient du PAM. Un des effets de l'insuffisance des recettes publiques est la croissance notable du secteur privé qui assure une part de plus en plus importante des fonctions de commercialisation et d'importation. Un autre effet est la réduction des subventions. Étant donné l'objectif d'affranchir le gouvernement de la dépendance à l'égard des donateurs pour les dépenses renouvelables afférentes aux biens et services publics (écoles et routes par exemple), les subventions extérieures au budget de fonctionnement doivent être graduellement supprimées et des mécanismes permettant d'accroître les recettes publiques sont à l'étude. Il est manifestement important de trouver avant le début du neuvième plan quinquennal les moyens d'accroître les recettes publiques de façon qu'elles suffisent pour financer les dépenses renouvelables, d'autant plus qu'une importante source de recettes publiques dont il n'était pas tenu compte normalement, la contribution obligatoire des ménages sous forme de travail (Goongda Woola), a été supprimée au début de l'année 1996 (Banque mondiale, 1994). Les financements publics seront particulièrement importants dans les domaines tels que la santé et l'éducation, qui en 1995/96 ont absorbé 25 pour cent du budget de fonctionnement du Bhoutan, ce qui est une des proportions les plus élevées enregistrées dans un pays en développement (FMI, 1995).
10. Étant donné l'expansion de l'industrie manufacturière et de la production d'énergie hydro-électrique, la part du secteur de l'agriculture et des forêts dans le PIB est tombée de 57 pour cent en 1980 à environ 40 pour cent au milieu des années 90. Ces trois branches d'activité restent la principale source de devises pour payer la facture d'importation; celle-ci a dépassé de 26 millions de dollars les recettes d'exportation en 1994-95 (FMI, 1995). L'Inde est le principal partenaire commercial du Bhoutan et la principale source d'assistance économique. En particulier, elle est le plus important débouché de la production croissante d'énergie hydro-électrique et le premier fournisseur de denrées alimentaires.
11. Le service de la dette extérieure n'absorbera qu'environ 15 pour cent des recettes d'exportation, ce qui est peu pour un pays en développement. Comme le taux moyen de croissance économique a dépassé cinq pour cent ces dernières années, ce qui est supérieur à la croissance démographique, le revenu par habitant a nettement augmenté. Ce progrès n'est toutefois pas imputable au secteur qui reste la principale source d'emplois, l'agriculture, dans laquelle travaillent plus de 92 pour cent des actifs. Les citoyens, qui représentent

environ 20 pour cent de la population totale, en ont généralement plus profité que les ruraux. Le gouvernement a pour objectif de fournir gratuitement des services universels de santé et d'éducation accessibles à toutes les familles. Malgré les progrès remarquables accomplis depuis 1961, plus de la moitié de la population habite à plus d'une demi-journée de marche de la route carrossable la plus proche et la majorité des ruraux sont très vulnérables et vivent dans l'insécurité chronique malgré un travail incessant. La politique du gouvernement, qui a été encore renforcée dans le huitième plan quinquennal (1997-98-2001-02) est de freiner l'exode rural pour éviter une urbanisation insoutenable.¹ Les possibilités qu'offrent l'agriculture et la vie rurale sont inscrites au programme des écoles et les donateurs demandent que cet effort soit encore accru (Gouvernement du Bhoutan, 1991; PNUD, 1995). Les termes de l'échange villes/campagnes ont été modifiés par une politique délibérée du gouvernement, qui entre autres, cherche à faire en sorte qu'il soit possible dans tout le pays de se procurer du riz importé à des prix relativement bas. Malgré ces mesures, l'économie du Bhoutan reste caractérisée par l'exode rural.

12. Une grande partie de l'assistance reçue par le Bhoutan depuis dix ans a consisté en dons ou subventions de divers types. L'assistance extérieure est passée de 25 millions de dollars en 1985 à 78 millions en 1995, dont 18 millions du système des Nations Unies. Près de 25 pour cent de l'aide des Nations Unies a été fournie par le PAM. Le Tableau 2 (Annexe II) indique les flux d'assistance reçus par le Bhoutan depuis dix ans. Pendant le cycle de programmation 1997-2001, le PNUD prévoit de fournir au Bhoutan environ 25 millions de dollars (contribution de base et fonds d'affectation spéciale) et l'UNICEF 14,1 millions de dollars; quant au PAM, l'aide envisagée se chiffre à 12 millions de dollars (voir ci-après "Rôle du PAM au Bhoutan").

Politiques de sécurité alimentaire et de lutte contre la pauvreté

13. En ce qui concerne plus particulièrement l'aide alimentaire, le gouvernement estime que, si elle est ciblée sur les secteurs et les régions appropriés, elle peut être un puissant instrument, et ceux qui s'occupent du développement au Bhoutan partagent ce point de vue. Intégrée dans une politique d'autodépendance, elle peut aider le pays à relever un des défis les plus pressants auxquels il est confronté, à savoir transformer le monde rural extrêmement traditionnel et isolé en une société moderne dans des conditions telles que les ruraux pauvres puissent rester sur leurs terres, de façon à freiner l'exode rural dont le rythme est déjà inquiétant. Pour cela, il est essentiel d'améliorer les conditions de vie des ruraux pauvres.
14. La politique de sécurité alimentaire du gouvernement consiste à utiliser les recettes d'exportation produites par les cultures de rente pour financer des importations de denrées alimentaires. Le PNUD appuie fermement cette politique d'autodépendance basée sur l'expansion des exportations de produits agricoles de valeur et en particulier de produits horticoles. Cette stratégie est inspirée par le manque de terres arables (voir plus haut). Le pays est au contraire très riche en forêts. Le Roi a décrété que 60 pour cent du territoire,

¹ Selon les chiffres du gouvernement, la population urbaine ne représenterait que 15 pour cent du total; toutefois, la population de la capitale, Thimphu, est estimée à près de 40 000 habitants et s'accroît à raison de 10 pour cent par an. Il existe au moins une douzaine d'autres agglomérations importantes. D'où l'estimation de 20 pour cent. Les écoliers sont très désireux d'aller dans des établissements urbains, qui offrent toutes sortes d'avantages (électricité, eau salubre, soins de santé, éducation). Le surpeuplement des petites villes des vallées risque de devenir un problème sérieux pour le Bhoutan, dont la population est estimée officiellement à environ 600 000 habitants. Selon une étude récente du PNUD, l'urbanisation rapide et la difficulté de trouver du travail à la sortie de l'école lancent au Bhoutan un défi structurel.

consistant principalement en forêts d'altitude et autres terrains boisés, seraient protégés pour des raisons environnementales. Cette politique contraste avec celle des pays voisins qui cherchent à faire rentrer rapidement de l'argent en exploitant intensivement leurs forêts. On ne peut que féliciter le Bhoutan d'avoir résisté à l'appât de ces recettes d'exportation rapides. Mais cette politique impose une stricte discipline et de durs sacrifices à des groupes de population qui sont souvent très pauvres.¹

15. Le Gouvernement a confié à la FCB d'importantes fonctions de sécurité alimentaire: c'est notamment la FCB qui est chargée de distribuer les vivres dans tout le pays (avec des prix uniformes pour les produits essentiels). Cette politique est devenue plus coûteuse car, comme on l'a vu plus haut, les prix du riz et de la farine de blé augmentent en même temps que les prix indiens. La FCB appuie aussi la politique de sécurité alimentaire du gouvernement en achetant des denrées alimentaires locales à redistribuer dans le pays ou à exporter (pour aider les petits agriculteurs). Elle est en outre chargée de stabiliser les prix des vivres sur le marché national et d'améliorer l'accès aux denrées alimentaires. La FCB joue donc à plusieurs égards un rôle important dans la politique gouvernementale de lutte contre l'insécurité alimentaire.
16. La sécurité alimentaire est étroitement liée à la santé. De même que l'éducation et les autres grands services sociaux, les services de santé se sont beaucoup améliorés au cours des dernières décennies. Le maintien de leur gratuité risque de coûter de plus en plus cher. Toutefois, pour le moment, on assiste à un remarquable déploiement de dispensaires ruraux de base, de dispensaires décentralisés et d'agents sanitaires de village, parallèlement à l'effort d'expansion et d'entretien des hôpitaux de district et des polycliniques régionales. Grâce au progrès de la santé publique entre 1984 et 1994, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans est tombé de 158 pour 1 000 naissances vivantes à 96.

Condition de la femme

17. Il n'y a pas de discrimination sexuelle au Bhoutan. Le droit successoral garantit à tous des droits égaux, indépendamment du sexe et de l'âge. Dans le secteur agricole où les ruraux vivent presque exclusivement dans une économie d'autoconsommation, il n'y a pas de distinction nette entre les rôles des hommes et ceux des femmes. Tous les travailleurs agricoles touchent les mêmes salaires. Les femmes assurent l'essentiel de la commercialisation, ce qui a contribué à leur promotion. Toute la famille mange la même chose à la même table. Seize pour cent des fonctionnaires sont des femmes; ce faible taux de représentation tient à ce que, au moment où le Bhoutan est sorti de son isolement pendant les années 60, il n'y avait pas d'écoles dans le pays et seuls les garçons étaient envoyés en Inde faire leurs études. Si le nombre des femmes occupant des positions de haut rang augmente peu à peu, celui des fonctionnaires femmes de niveaux intermédiaire et subalterne s'est beaucoup élevé ces dernières années. On notera que, pour une grande part, la société bhoutanaise est matrilineaire: les femmes héritent des terres et des autres biens et les hommes se déplacent pour aller vivre dans leur belle-famille.

¹ Il convient de signaler que cet effort de protection des ressources naturelles consenti par le Bhoutan fournit une externalité positive au reste du monde. L'engagement décennal de réciprocité pris récemment par le Gouvernement néerlandais en ce qui concerne les mesures d'amélioration de l'environnement témoigne d'une prise de conscience de la responsabilité collective de participer aux coûts des initiatives environnementales. De même, la note relative au programme du PNUD concernant ses engagements en faveur du Bhoutan pour la période 1997-2001 reconnaît l'utilité d'une aide ciblée sur le développement des ressources humaines et naturelles, ce qui est particulièrement indiqué et approprié au Bhoutan.

18. Toutes les écoles du Bhoutan sont mixtes. La sous-scolarisation des filles diminue. En 1995, la proportion de filles était de 43 pour cent dans les écoles primaires, 43 pour cent dans le premier cycle du secondaire et 34 pour cent dans le second cycle (contre 41 pour cent, 33 pour cent et 26 pour cent en 1991). Le taux global d'abandon est pratiquement le même pour les deux sexes: 4,3 pour cent pour les filles et 4,2 pour cent pour les garçons (entre la maternelle et la fin du secondaire). Les filles réussissent traditionnellement mieux que les garçons (le taux global de redoublement de la maternelle à la fin du secondaire était en 1995 de 15,1 pour cent pour les filles et 15,9 pour cent pour les garçons, et en 1993 de 18,3 pour cent pour les filles et 19,7 pour cent pour les garçons). Il est toutefois encore nécessaire d'améliorer la scolarisation des filles, particulièrement après le niveau primaire. Il faudra pour cela un effort de mobilisation sociale, et il sera nécessaire de créer des internats adéquats, séparés pour les filles, et d'ouvrir plus d'écoles plus près du domicile des enfants.

Capacité institutionnelle

19. Pour les cinq prochaines années, le gouvernement se propose d'accorder une priorité élevée au développement des ressources humaines. Heureusement, bien que les effectifs de fonctionnaires qualifiés soient peu nombreux, la capacité d'exécuter des projets correctement et sans corruption est plus grande que dans beaucoup d'autres pays. Ainsi, les agents d'exécution sont et seront capables de travailler efficacement en vue des objectifs communs du gouvernement et du PAM. Étant donné l'efficacité et la fiabilité du gouvernement pour la mise en oeuvre de l'assistance du PAM, il est moins nécessaire qu'ailleurs d'avoir recours à des ONG locales pour le ciblage des interventions de sécurité alimentaire. D'ailleurs, cela ne serait guère possible: il n'existe jusqu'ici au Bhoutan que deux associations bénévoles agréées pouvant servir d'intermédiaire. Le Bhoutan se différencie donc à cet égard de la plupart des pays bénéficiaires de l'aide alimentaire.

EVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PAM

Vue d'ensemble

20. Depuis 1975, le PAM a fourni au Bhoutan une aide de 48,9 millions de dollars pour des projets de développement. Le champ d'action du PAM, qui avait commencé avec un projet d'alimentation scolaire, s'est étendu à des domaines tels que la santé, l'agriculture, la stabilisation des prix, les voies de communication (construction et entretien de routes, de sentiers muletiers et de ponts suspendus) et des programmes de réinstallation. Le Tableau 3 à l'Annexe II donne une vue d'ensemble de l'assistance fournie par le PAM au Bhoutan depuis 1975. Un des objectifs essentiels a été d'utiliser l'aide alimentaire pour améliorer durablement la sécurité alimentaire. Son utilisation dans les secteurs de l'éducation et des communications a fait l'objet d'une évaluation et s'est révélée particulièrement efficace.

21. Le Ministère des finances coordonne toute l'assistance. Sa division de coordination du budget et de l'aide assure la coordination de tous les projets bénéficiant de l'aide du PAM. Les divers ministères sectoriels sont responsables de leur exécution. Comme les ministères ont très peu de moyens, un des principaux objectifs visés dans la conception des projets du PAM et dans le ciblage des ressources sur certains secteurs était le renforcement des capacités.

22. Depuis le milieu des années 80, quand le PAM a commencé à privilégier les achats locaux, la FCB est son seul fournisseur local. Ce système fonctionne bien; il a permis de réduire les coûts pour le PAM et d'alléger la logistique (car il n'est plus nécessaire de transporter les produits du port de Calcutta au poste frontière de Puntsholing). Cette formule permet au PAM d'économiser des ressources car les prix sont en général beaucoup moins élevés sur le marché local que sur le marché international. Les livraisons sont plus ponctuelles et les pertes post-c.a.f. moins importantes.

Activités achevées

Réinstallation

23. Entre 1980 et 1986, le PAM a fourni une assistance pour la réinstallation de colons sans terre dans cinq districts du centre et du sud du Bhoutan. Un millier de familles ont reçu des rations alimentaires en attendant de pouvoir produire de quoi vivre (pendant 365 jours la première année, 250 la deuxième et 180 la troisième). L'aide totale du PAM aux colons s'élève à 710 000 dollars.

Agriculture et stock régulateur

24. Dans le secteur agricole, l'aide du PAM a porté en majeure partie sur le développement forestier lié à un projet de boisement, reboisement, construction de routes et établissement de pépinières forestières appuyé par la Banque mondiale. Les rations alimentaires se sont révélées utiles pour attirer et retenir les travailleurs. Deux autres projets appuyés dans ce secteur agricole portaient sur le développement laitier et la construction de périmètres d'irrigation, ce dernier dans le cadre d'un programme financé par le FENU dans lequel les rations alimentaires ont été utilisées comme rémunération partielle des travailleurs. Dans le cadre du projet de développement du secteur laitier, le lait en poudre et le beurre fondu liquide fournis par le PAM ont servi à améliorer la qualité du lait pasteurisé distribué aux consommateurs à Phuntholing et à Thimphu. Les recettes ont été employées à aider un grand nombre de paysans à améliorer la productivité de leurs troupeaux, à accroître la production de fourrage et à renforcer la capacité institutionnelle. Le projet récemment achevé d'assistance alimentaire au secteur agricole visait à créer un stock régulateur destiné à stabiliser les prix sur le marché céréalière. En 1990, le PAM a fourni à la FCB des denrées alimentaires d'une valeur de 760 000 dollars. Le stock devait aussi servir au gouvernement de réserve de sécurité. Il n'y a toutefois eu depuis sa création que quelques crises localisées auxquelles le gouvernement a pu faire face sans l'assistance du PAM ni d'autres donateurs. Les recettes sont déposées dans un compte bancaire portant intérêt en attendant la construction d'un réseau plus ramifié d'entrepôts de la FCB pour conserver les stocks de produits. L'aide totale du PAM au secteur agricole s'est élevée à 3,65 millions de dollars.

Activités en cours

Santé

25. L'aide du PAM au secteur de la santé, qui a commencé en 1977 visait principalement à inciter les mères et les enfants d'âge préscolaire à fréquenter les centres de SMI, les dispensaires de base et les dispensaires décentralisés et à fournir au gouvernement un appui budgétaire pour l'alimentation des malades hospitalisés. En 1988, l'aide du PAM aux secteurs de l'éducation et de la santé a été regroupée dans un projet unique, suivi d'une deuxième phase. La réduction de l'incidence de la malnutrition liée à des problèmes de

santé est en grande partie imputable à l'aide fournie par l'UNICEF et le PAM pour la création des dispensaires de base et les grandes campagnes de vaccination. Dans le secteur de la santé, les progrès sont spectaculaires. Le taux de vaccination est actuellement de 80 pour cent. La population a si bien compris l'intérêt des services de santé qu'elle n'a plus besoin d'être encouragée par des rations alimentaires. Le PAM a donc cessé à la fin de 1994 de fournir une aide aux dispensaires de base et aux dispensaires décentralisés. Il mettra fin en décembre 1998 à ses apports pour l'alimentation dans les hôpitaux; après cette date, le gouvernement financera cette dépense renouvelable relativement peu importante dans le secteur de la santé.

Entretien des routes et construction de routes de desserte

26. Jusqu'aux années 60, il n'existait pratiquement pas de routes au Bhoutan. Depuis lors, quelque 2 100 km de routes revêtues ont été construites avec des aides de diverses sources, y compris le PAM. Pour appuyer la construction et l'entretien des réseaux de transport, le PAM fournit depuis 1985 des denrées alimentaires qui servent à rémunérer partiellement la "main-d'oeuvre nationale" employée par le Département des travaux publics du Ministère des communications. Les bénéficiaires sont les ouvriers et leurs familles qui reçoivent des rations alimentaires mensuelles à des prix subventionnés. Les 5 000 ouvriers de la main-d'oeuvre nationale qui travaillent à la construction des routes sont parmi les plus pauvres des Bhoutanais et n'ont généralement pas de terre. Les recettes sont réinvesties dans le projet, principalement en vue d'améliorer les conditions de vie et de travail des ouvriers en leur fournissant des logements simples et du matériel de sécurité pour les protéger dans leur travail. Le projet en cours doit prendre fin en décembre 1997.
27. Afin d'appuyer le projet actuel de construction de routes, une étude spéciale financée par le don néerlandais pour l'amélioration de la qualité a été entreprise en 1993-94. Il s'agissait de former le personnel national chargé de la construction des routes en vue d'adopter un système d'entretien planifié et un programme de réfection par des techniques de stabilisation appropriées. L'étude a recensé 140 tronçons instables sur deux grandes routes, des ouvrages de protection ont été mis en place et 20 tronçons ont été stabilisés par des méthodes de bio-ingénierie et petites interventions. Plus de 50 ingénieurs, forestiers et géologues ont reçu une formation aux techniques de stabilisation et aux pratiques de bio-ingénierie. L'étude montre que les techniques de stabilisation adoptées permettront de réduire le coût de l'entretien et des réparations d'urgence. En juin 1995, une mission d'évaluation du PAM, de la FAO et de l'OIT a conclu que la stratégie de stabilisation permettait d'économiser jusqu'à 6,5 pour cent des coûts de réparation.

Éducation

28. Le PAM a commencé dès 1975 à fournir un appui au secteur de l'éducation; un bon millier d'élèves de neuf écoles éparées dans tout le pays en ont bénéficié. Il a ensuite étendu son aide à presque tous les types d'écoles, depuis les écoles primaires jusqu'aux établissements post-secondaires, et à la grande majorité des élèves. Le projet actuel (Bhoutan 3734 (Élarg.1) doit prendre fin en décembre 1998. L'assistance fournie par le PAM au secteur de l'éducation entre 1975 et 1995 s'élève au total à 24,6 millions de dollars.
29. Il est largement reconnu que l'aide du PAM a beaucoup contribué à généraliser l'éducation dans le pays et à faciliter l'expansion rapide du système scolaire (entre 1961 et 1995, le nombre d'écoles est passé de 59 à 288; le nombre d'écoliers de 1 500 à 77 276 et le taux brut de scolarisation dans le primaire est actuellement estimé à environ 70 pour cent).

À l'heure actuelle, le système scolaire ne peut pas se passer des internats étant donné la dispersion de l'habitat et les distances souvent considérables entre le domicile des enfants et les écoles.

30. Dès le début, le PAM et le gouvernement étaient conscients du risque de créer une dépendance de la part des pouvoirs publics et des parents. C'est pourquoi plusieurs mesures ont été prises au fil des ans en vue de cibler plus précisément l'aide alimentaire sur les écoliers qui en avaient le plus besoin. Ainsi, en 1991, il a été mis fin au programme d'alimentation scolaire pour tous les externes des écoles des deux cycles du secondaire, et pour ceux des écoles primaires urbaines. En 1994, la dernière mission d'évaluation a recommandé de limiter l'assistance alimentaire aux externats inaccessibles par la route et situés dans des zones d'insécurité alimentaire et de faible scolarisation. Cette recommandation a été appliquée. Dans le primaire, les internes continuent à recevoir des aliments du PAM; cette aide vise particulièrement à éviter que les écoliers pauvres n'abandonnent l'école.¹ Selon les chiffres communiqués par la Division de l'éducation, l'aide du PAM représente, en 1996, 48 pour cent des charges récurrentes des internes du primaire. Ces chiffres montrent l'importance de l'aide du PAM aux internes du primaire.

ROLE FUTUR DU PAM AU BHOUTAN - 1997-2001

31. Étant donné l'insécurité alimentaire persistante, la bonne politique du gouvernement en matière d'environnement et les bons résultats obtenus, le PAM devrait continuer à fournir une assistance alimentaire jusqu'à la fin du huitième plan quinquennal, six mois après la fin de la période couverte par le présent schéma de stratégie (1997-2001). Un apport total de 25 000 tonnes d'aide alimentaire représenterait environ 12 millions de dollars. Sur ce total, environ 7 500 tonnes, d'une valeur de trois millions de dollars, sont déjà engagées au titre du programme actuel du PAM.
32. Afin d'utiliser l'aide alimentaire au service du développement, le gouvernement propose trois domaines prioritaires pour l'assistance du PAM. D'une façon générale, le PAM reconnaît que ce sont là des domaines dans lesquels l'aide alimentaire peut être particulièrement efficace:
- a) éducation primaire;
 - b) routes de desserte villageoises;
 - c) développement agricole.

Éducation primaire

33. Le gouvernement et l'ensemble de la communauté internationale au Bhoutan estiment que ce secteur doit continuer à avoir la priorité la plus élevée. L'assistance du PAM finance actuellement environ 48 pour cent des charges récurrentes² afférentes aux internes du primaire et il est pratiquement impossible au gouvernement de trouver au cours des cinq

¹ L'État paie la nourriture des élèves dans les internats secondaires et post-secondaires, mais non dans les écoles primaires. Le coût de l'alimentation qui n'est pas financé par le PAM est donc à la charge des parents.

² Les charges récurrentes afférentes aux internes du primaire en 1996 sont calculées en fonction de la valeur des apports du PAM aux internes du cycle primaire en 1996, ainsi que de la part du budget ordinaire de l'éducation publique de 1995/96 correspondant au pourcentage des internes qui sont dans le cycle primaire (d'après les inscriptions de 1995).

prochaines années des ressources suffisantes pour remplacer cet apport sans compromettre sérieusement la qualité du système d'enseignement primaire. Le seul poste sur lequel des économies appropriées pourraient être réalisées est celui du traitement des enseignants. Encore faudrait-il probablement réduire les traitements dans tout le pays, ce qui nuirait à la qualité du système scolaire.¹

34. Si les repas scolaires n'étaient pas financés par des sources extérieures, la seule autre possibilité serait de les faire payer aux parents. Mais la marge de manoeuvre est très étroite. Les parents versent aujourd'hui une participation aux frais d'internat qui est comprise entre cinq et 10 dollars par an et ils ont souvent du mal à payer cette somme modeste. Le coût de deux repas par jour (environ 37 dollars par année scolaire et par élève, sur la base du prix local actuel des produits fournis par le PAM) serait hors de portée pour la grande majorité des parents. Les internats seraient pratiquement obligés de fermer.
35. En un mot, il est essentiel pour l'exécution du huitième plan quinquennal que le PAM continue à garantir la fourniture des aliments nécessaires aux internats après l'achèvement de la phase actuelle du projet, c'est-à-dire de 1999 à 2001. Il faudra pour cela une nouvelle prolongation d'au moins trois ans du projet 3734; toutefois, il sera alors possible de cibler en priorité l'assistance alimentaire sur les internats des zones d'insécurité alimentaire.
36. En ce qui concerne les externats, les besoins sont moins flagrants et il est moins évident qu'ils occuperont à l'avenir une priorité élevée dans l'attribution de ressources du PAM. L'incitation est devenue nettement moins nécessaire: les parents sont maintenant plus désireux d'envoyer leurs enfants à l'école et beaucoup d'établissements sont déjà surchargés. L'aide du PAM aux externats pourra donc s'achever à la fin de la phase actuelle du projet 3734, c'est-à-dire au début de l'année scolaire 1999-2000. Le PAM ne devra pas non plus insister pour inclure dans le programme les externats communautaires.²
37. Le PAM ne devra d'ailleurs pas se limiter à fournir des aliments pour les écoles; il devrait utiliser son influence pour que celles-ci servent de moteur du progrès dans le secteur agricole. En particulier, il devrait aider le gouvernement à renforcer la composante agricole des programmes des écoles primaires en fournissant des articles non alimentaires ou au moyen d'une coopération avec d'autres donateurs. Si la principale mission des écoles primaires rurales est d'améliorer les conditions économiques et sociales des ruraux pauvres, et en particulier leur productivité et leur sécurité alimentaire, il est raisonnable de faire des efforts concertés pour que le programme d'enseignement agricole soit le mieux adapté possible aux besoins locaux. Deux domaines d'action possibles sont les potagers scolaires et l'établissement de relations entre les écoles et la vulgarisation et la recherche. D'après des indications préliminaires, plusieurs donateurs sont disposés à fournir une assistance technique à l'enseignement en utilisant les potagers scolaires existants comme fermes de démonstration (Voluntary Service Overseas (VSO) a offert des volontaires; le FIDA pourrait financer la participation de chercheurs-vulgarisateurs à des programmes d'éducation et de recherche dans les écoles).

¹ On signalera que le Gouvernement du Bhoutan veille depuis toujours à assurer la qualité de l'enseignement comme en témoigne le fait que les salaires des enseignants sont satisfaisants (un instituteur gagne en moyenne 79 dollars par mois), les écoles sont en bon état, les auxiliaires pédagogiques ne manquent pas et sont de bonne qualité.

² Il s'agit de petits établissements qui n'ont en général qu'un enseignant, construits par les communautés à proximité du domicile des élèves. Ils n'assurent généralement que les premières années du primaire et servent à préparer les élèves à entrer dans l'école primaire la plus proche.

38. La dépendance à l'égard de l'assistance extérieure est un problème qui inquiète non seulement le PAM mais également le gouvernement. Il faudra s'efforcer pendant le huitième plan quinquennal de réduire le nombre des internats, ou au moins de ne plus l'augmenter, pour les remplacer autant que possible par des externats (voir projections dans le Tableau 4 en Annexe II). Toutefois, étant donné les conditions de vie dans les campagnes du Bhoutan, les internats resteront dans l'avenir prévisible une composante essentielle du système d'enseignement et il faudra donc que le gouvernement trouve pendant le huitième plan quinquennal de nouvelles sources de recettes (par exemple les nouvelles centrales hydro-électriques) et les utilise pour prendre graduellement à sa charge le coût des repas dans les internats après 2001. Il faudra en même temps étudier la possibilité de demander aux parents une participation aux frais plus élevée. Il est proposé que le gouvernement, avec les avis et un cofinancement du PAM, étudie vers le milieu du huitième plan quinquennal les moyens de réduire sa dépendance à l'égard de l'assistance extérieure pour le financement des dépenses de fonctionnement ainsi que les modalités du retrait graduel de l'aide du PAM. Une des options à envisager consisterait à utiliser davantage d'aliments produits localement (par exemple maïs et pommes de terre) au lieu du riz d'importation.

ROUTES DE DESSERTE COMMUNAUTAIRES

39. Au Bhoutan, le monde rural est caractérisé par un isolement extrême des familles et le progrès économique et social nécessitera une amélioration spectaculaire des communications. Pour réaliser la sécurité alimentaire, il faudra non seulement accroître la production de subsistance mais aussi développer la commercialisation d'au moins une partie de cette production; or, la commercialisation des excédents, si limités soient-ils, sera impossible pour la majorité des paysans du Bhoutan tant que n'auront pas été établies de nouvelles voies de communication (sentiers, pistes muletiers ou routes de desserte).
40. Il est urgent également de construire des routes forestières. Certes, il existe encore d'importantes superficies de forêts naturelles mais la déforestation, due principalement au ramassage incontrôlé de bois de feu et à des incendies accidentels, et accélérée par la croissance démographique, crée de graves risques pour l'environnement. Le gouvernement s'inquiète particulièrement du risque d'érosion dans les bassins de réception qui alimenteront les futures installations hydro-électriques. Pour conjurer ces risques, il faudra prévoir la gestion systématique des forêts, et notamment réglementer la collecte de bois de feu et d'autres produits forestiers; toutefois, cette collecte nécessite des routes d'accès, particulièrement dans un environnement tel que celui du Bhoutan, où il serait possible de contrôler ces routes.
41. Étant donné l'importance des routes rurales, le PAM estime comme le gouvernement que c'est à ce secteur que son assistance doit être affectée en priorité (après l'éducation). La communauté des donateurs partage ce point de vue. D'ailleurs, au moins trois donateurs (Allemagne, FENU, FIDA) préparent actuellement des programmes de routes rurales pour lesquels l'aide du PAM serait très utile, sinon nécessaire pour assurer la rémunération de la main-d'oeuvre non qualifiée. Ces programmes sont axés sur le Bhoutan oriental où sont concentrés la plupart des districts souffrant d'insécurité alimentaire. Cela donnerait au PAM l'occasion de coordonner sa programmation avec d'autres donateurs et de cibler son assistance sur les régions orientales où sévit l'insécurité alimentaire. Les autres donateurs assureraient l'identification, la conception et l'exécution des projets de construction de routes dont ils garantiraient les aspects techniques, sociaux et environnementaux, tandis

que le PAM chercherait les moyens les plus efficaces de rémunérer le travail, du moins la partie qui ne serait pas fournie à titre bénévole par les villageois participants. Le volume de produits du PAM nécessaire pour ces programmes ne dépasserait pas celui des engagements pour le projet 2117 qui doit s'achever à la fin de 1997. Il faudrait donc faire suivre ce projet d'une nouvelle phase de durée analogue visant avant tout à construire des routes communautaires. Le gouvernement et le bureau du PAM dans le pays devraient examiner, de concert avec les donateurs, la possibilité d'inclure déjà dans le projet en cours certaines routes forestières. D'un autre côté, il ne faut pas exclure le maintien, pour une durée limitée et dans une proportion réduite, de l'assistance du PAM à certaines composantes du programme actuel d'entretien des grandes routes dans le cadre du projet 2117.

Agriculture

42. Troisième domaine d'action prioritaire: le gouvernement a demandé une aide alimentaire pour appuyer plusieurs petits projets de développement agricole, y compris des projets de reboisement et de construction et de remise en état de petits périmètres d'irrigation en champs paysans. Les internats des écoles primaires et les routes de desserte communautaires absorberont probablement l'essentiel des ressources que le PAM pourra allouer au Bhoutan. Si des ressources supplémentaires sont disponibles, elles seront affectées à ces programmes de développement agricole.

CONCLUSION, PRINCIPAUX PROBLEMES ET RISQUES

43. Dans l'avenir prévisible, le Bhoutan continuera à faire partie des pays les moins avancés (PMA) et des pays à bas revenu et à déficit vivrier. L'aide alimentaire restera une ressource précieuse pour le développement. La stratégie proposée permet de cibler l'aide alimentaire sur les zones d'insécurité alimentaire. Les livraisons continueront d'avoir un bon rapport coût-efficacité, surtout si l'on a recours à des achats locaux.
44. Le gouvernement risque de ne pas pouvoir mobiliser suffisamment de ressources intérieures additionnelles pour prendre à sa charge les dépenses de fonctionnement des internats primaires et affecter des crédits à l'ouverture de nouveaux externats. La phase d'élargissement du projet de construction routière sera menée en collaboration étroite avec d'autres donateurs, qui ne seront peut-être pas tous en mesure de faire démarrer leurs projets simultanément. Il pourra donc être nécessaire de réviser la teneur et le calendrier de la phase d'élargissement. Le principal risque est que la relève ne soit pas prête quand l'aide alimentaire sera moins justifiée. S'il est raisonnable de fournir le volume d'aide alimentaire recommandé dans le présent schéma de stratégie de pays pour la période 1997-2001, il ne faut néanmoins pas compter que cette aide sera nécessairement maintenue après cette période. Étant donné que le progrès économique continuera au Bhoutan et que l'assistance alimentaire du PAM souffre de déséconomies d'échelle, il est très important de bien préparer le retrait graduel de l'aide alimentaire. Ce retrait est d'ailleurs conforme à la politique du Gouvernement du Bhoutan, qui est axée sur un développement autonome et respectueux de l'environnement. D'où la nécessité de poursuivre le dialogue avec le gouvernement en vue de respecter un calendrier de retrait de l'assistance du PAM.

ANNEXE I**Importations totales de céréales et part du PAM****Milliers de tonnes****Année****Céréales (riz et blé) PAM**

ANNEXE II

Tableau 1

ZONE ET PRODUCTION DE RIZ ET DE MAÏS, PAR DZONGKHAG (1994)					
	Nombre de Gewogs	Population totale	Riz par habitant	Maïs par habitant	Ration calorique quotidienne dans les Dzongkhags à insécurité alimentaire
		Total	(kilogrammes)		
OUEST:Thimpu	10	44 225	76,5	1,1	
Paro	10	17 926	317,5	7,0	
Haa	5	7 773	30,2	24,7	
Chukka	11	54 870	69,3	28,3	
Samchi	16	71 030	94,7	78,1	
CENTRE-OUEST: Gasa	4	2 755	15,2	0,6	1 701
Punakha	10	14 835	2 961,5	6,7	
Wangdue Phodrang	15	22 345	427,3	5,9	
Dagana	11	19 180	231,7	416,6	2 191
Tsirang	12	17 990	172,1	225,5	
CENTRE-EST: Bumthang	4	11 607	0,0	1,5	
Trongsa	5	14 252	255,4	58,2	2 309
Shemgang	7	16 415	162,7	204,6	
Sarpang	15	36 307	155,8	193,9	
EST: Luntshi	8	17 095	189,4	130,1	1 909
Trashigang	8	19 140	75,1	167,5	1 646
Mongar	11	37 962	120,4	169,1	2 228
Trashigang	15	63 472	70,0	201,1	
Pema Gatshel	8	18 471	3,9	146,6	1 647
Samdrup Jogkhar	10	39 540	100,5	170,7	1 712
Total	195	547 190			

Tableau 2

Tableau 3

ASSISTANCE DU PAM AU BHOUTAN: PROJETS ACHEVÉS			
Projet	Titre	Durée du projet (années)	Coût total pour le PAM (en millions de dollars)
2143	Amélioration de la nutrition dans les écoles	4	1,09
2115	Alimentation des nourrissons, des femmes enceintes et des mères allaitantes, ainsi que des malades hospitalisés	10	1,74
2405	Aide alimentaire aux colons des districts méridionaux	6	0,71
2117	Construction et amélioration des routes, des sentiers muletiers et des ponts suspendus	4	2,82
2143 (Élarg.1)	Aide alimentaire pour le développement de l'éducation	6	6,01
2559	Développement de l'irrigation au Bhoutan méridional	4	0,06
2560	Développement de la sylviculture au Bhoutan	5	0,89
2117 (Élarg.1)	Construction de routes	6	4,52
2143 (Élarg.2)	Aide alimentaire pour le développement de l'éducation	3	6,65
2115 (Élarg.1)	Alimentation des nourrissons, des femmes enceintes et des mères allaitantes, ainsi que des malades hospitalisés	3	1,25
2560 (Élarg.1)	Développement de la sylviculture au Bhoutan	6	1,72
3734	Aide aux élèves des écoles primaires et des établissements d'enseignement secondaire et supérieur et aux groupes vulnérables	4	8,85
3578	Création d'un stock régulateur national	5	0,76
TOTAL			37,08
PROJETS EN COURS			
PROJET No.			
2117 (Élarg.2)	Construction et amélioration des routes	5	7,92
3394	Développement du secteur laitier	6	0,22
3734 (Élarg.1)	Aide aux élèves des écoles primaires et des établissements d'enseignement secondaire et supérieur et aux malades hospitalisés	4	3,70
TOTAL			11,84
GRAND TOTAL			48,91

Source:

- a) WFP Progress Report 1995 (N° 181, 28th February 1996)
- b) FCB/Foreign Trade Statistics, 1992/Bhutan Trade Statistics 1993 and 1994
- c) Bhutan Annual Development Assistance Report 1982, 1984, 1985-1986
- d) UNDP Development Cooperation Report 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992 and 1993.

Tableau 4
Enseignement primaire: projection de la croissance des inscriptions totales et du nombre d'internes; 1995 - 2002

Année	Nombre total d'inscrits	Nombre d'internes	
		Scénario A	Scénario B
1995	65 000	9 300	9 300
1996	68 000	9 800	9 800
1997	72 000	10 300	10 000
1998	75 000	10 800	10 200
1999	79 000	11 300	10 300
2000	83 000	11 900	10 000
2001	87 000	12 500	9 600
2002	92 000	13 000	9 200

Notes:

Les chiffres de 1995 sont tirés des statistiques générales pour 1995 de la Division de l'éducation.

On a projeté un taux de croissance du nombre d'inscriptions de cinq pour cent par an, conformément aux estimations utilisées par le gouvernement pour le huitième Plan.

Pour les internes, on a admis que le pourcentage d'internes dans le primaire restera le même qu'en 1995 (14,3 pour cent).

Pour le scénario B, on a considéré qu'il diminuerait graduellement comme suit sous l'effet des interventions du gouvernement:

1995: 14.3 pour cent	1999: 13 pour cent
1996: 14.3 pour cent	2000: 12 pour cent
1997: 14.0 pour cent	2001: 11 pour cent
1998: 13.5 pour cent	2002: 10 pour cent

ANNEXE III**CARTE ET DZONGKHAGS SIGNALÉS PAR LA FAO COMME ZONES OÙ RÈGNE
L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE****B H O U T A N**

**Zones d'insécurité
alimentaire**

Limite internationale

**Limite de dzongkhag
(district)**

Route revêtue

**Route en construction ou
route non revêtue**

Cours d'eau

Mont

Capitale

**Siège de dzongkhag
(district)**

**Siège de dzongkhag
(sous-district)**

Agglomération

Aéroport

Col

Assistance extérieure au Bhoutan (en milliers de dollars)

Institutions	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Institutions multilatérales:										
Système des Nations Unies	10 899	10 603	15 022	19 065	21 311	22 835	17 741	13 753	20 174	18 040
Autres institutions multilatérales	8 255	10 035	16 579	7 359	4 522	4 563	7 258	6 811	4 138	4 351
Donateurs bilatéraux	5 369	4 304	12 725	16 586	9 353	22 509	52 990	44 861	48 585	49 235
ONG	694	989	1 081	1 584	4 186	4 783	6 285	5 385	5 780	6 211
Total	25 187	28 931	45 407	44 594	39 372	54 690	84 274	70 810	78 677	77 831
Institutions des Nations Unies										
CESAP	-	-	-	-	-	-	5	-	28	25
FAO	187	824	894	541	287	576	394	262	230	12
IDA	-	-	-	-	2 850	1 970	148	63	1 649	1 544
FIDA	590	70	1 810	490	50	119	33	1 472	1 290	1 060
OIT	-	-	-	-	5	1	-	-	10	-
FMI	-	-	-	-	100	177	321	-	92	142
UIT	-	-	-	-	6	11	24	41	26	81
FENU	1 500	2 255	698	602	2 572	336	1 013	947	1 246	2 847
CNUEH	-	-	-	55	50	-	-	-	23	-
PNUD	5 766	4 972	4 511	7 602	7 712	9 887	6 593	4 792	4 670	3 006
UNESCO	128	260	531	81	5	5	-	4	6	5
FNUAP	160	27	52	142	162	537	134	313	350	816
UNICEF	622	479	1 917	3 880	2 123	4 235	4 031	2 457	2 610	2 072
ONUDI	-	-	-	106	11	-	107	75	54	78
UNIFEM	-	-	-	-	-	-	-	7	-	100
VNU	-	-	-	128	155	188	168	170	209	175
UPU	-	-	-	-	-	4	1	7	-	49
PAM	1 377	1 377	3 412	4 620	4 616	4 039	4 205	2 022	5 968	4 322
OMS	569	339	1 167	818	607	750	564	1 121	1 713	1 706
Total partiel	10 899	10 603	15 022	19 065	21 311	22 835	17 741	13 753	20 174	18 040

Suite../.

Assistance extérieure au Bhoutan (en milliers de dollars)

Institutions	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Autres organismes d'aide										
FADES	3 790	8 520	6 690	2 820	710	-	-	-	-	-
BAsD	2 235	2 515	3 930	2 550	3 812	4 100	5 420	3 489	1 940	2 137
CE	750	750	549	-	-	463	1 838	3 322	2 198	2 214
Banque mondiale	1 450	1 250	5 410	1 560	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	429	-	-	-	-	-	-
Total partiel	8 225	13 035	16 579	7 355	4 522	4 563	7 258	6 811	4 138	4 351
Donateurs bilatéraux										
Australie	133	176	42	19	399	925	570	561	422	325
Autriche	-	-	16	164	-	1 130	-	-	3 292	5 345
Belgique	-	-	-	-	-	-	52	-	-	-
Canada	145	212	362	-	149	170	436	604	504	383
Danemark	800	1 100	475	1 050	808	2 673	2 728	7 094	8 682	7 104
Finlande	-	-	-	-	18	-	-	-	-	-
France	-	-	-	-	-	-	-	36	-	87
Allemagne	282	-	294	-	600	1 870	1 838	2 394	1 576	3 155
Inde	-	-	-	-	-	-	17 705	12 986	12 543	12 366
Irlande	-	-	38	51	-	-	76	22	35	-
Italie	-	-	50	64	50	-	39	-	219	149
Japon	145	145	6 356	7 875	1 967	12 580	14 115	13 801	17 071	14 192
Pays-Bas	-	-	-	-	809	390	1 977	2 043	90	1 675
Norvège	-	-	2 860	24	1 334	397	8 920	1 560	129	36
Nouvelle-Zélande	-	-	-	13	165	67	78	100	144	226
République de Corée	-	-	-	-	-	206	232	-	234	102
Singapour	-	-	-	-	-	-	-	-	30	9
Suède	-	-	-	-	32	491	66	180	155	267
Suisse	3 597	2 400	1 962	6 870	2 448	367	2 485	2 155	2 151	3 364
Thaïlande	-	-	-	-	-	-	10	22	264	338
Royaume-Uni	267	271	270	456	574	1 243	1 663	1 303	1 044	109
Total partiel	5 369	4 304	12 725	16 585	9 353	22 509	52 990	44 861	48 585	49 235



